

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 COLOMIERS

COLOMIERS, le 20/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Imerys Talc Luzenac France carrière

21 rue principale
BP 11
09250 Luzenac

Références : FH/2023/205-206
Code AIOT : 0006802043

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/09/2023 dans l'établissement Imerys Talc Luzenac France carrière implanté Trimouns (carrière) 09250 Luzenac. L'inspection a été annoncée le 28/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Imerys Talc Luzenac France carrière
- Trimouns (carrière) 09250 Luzenac
- Code AIOT : 0006802043
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Imerys Talc de Luzenac France exploite sur le territoire des commune de Bestiac, Lordat,

Montségur et Vernaux une carrière de talc. L'exploitation a été autorisée par arrêté préfectoral en date 21 septembre 2020 pour une durée de 30 ans et une extraction de 500 000 tonnes/an.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites données à la dernière inspection,
- gestion des eaux de ruissellement,
- emploi des explosifs

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Utilisation des explosifs	Arrêté Préfectoral du 21/09/2020, article 2.3.3	/	Lettre de suite	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 21/09/2020, article 5.4.5	/	Sans objet
2	Stockage des déchets inertes et des terres non polluées	Arrêté Préfectoral du 21/09/2020, article 2.3.4.2	/	Sans objet
4	Stockage des déchets inertes et des terres non polluées	Arrêté Préfectoral du 21/09/2020, article 2.3.4.3	/	Sans objet
5	gestion des eaux	Arrêté Préfectoral du 21/09/2020, article 5.4.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite aux derniers incidents ayant conduit à un déversement de talc dans le milieu naturel, la société Imerys Talc Luzenac France a établi un planning de travaux jusqu'en fin de campagne 2026 visant à permettre de gérer le ruissellement des eaux de son site lors d'événement pluvieux de

fréquence centennal. Parallèlement à ces travaux, la société a renforcé le réseau de surveillance de ses versants tel que demandé lors de la précédente visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2020, article 5.4.5
Thème(s) : Risques chroniques, bassin des Fourmis
Prescription contrôlée : Les bassins des Fourmis, du Basqui et de la verse Sud sont régulièrement curés afin de conserver leur capacité de décantation. Afin de connaître la quantité de sédiments présente dans les bassins, l'exploitant effectue annuellement des relevés bathymétriques sur chaque bassin. Le curage des bassins est déclenché dès que le taux de sédiment dans le bassin dépasse 30 % du volume du bassin.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que le bassin des Fourmis avait été curé et était équipé de moyens de mesure des rejets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Stockage des déchets inertes et des terres non polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2020, article 2.3.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Verse Nord
Prescription contrôlée : Afin de vérifier la stabilité dans le temps de la verse Nord, l'exploitant met en place les mesures suivantes: <ul style="list-style-type: none">• des cibles topographiques sont implantées en pied de verse ainsi qu'au fur et à mesure de l'édification de la verse. Le maillage d'implantation des cibles correspondra à minima à des carrés de 250 mètres de large sur 50 mètres de hauteur. Les cibles ne devront pas être déplacées et seront donc placées à des endroits ne devant pas faire l'objet de remaniements. Le support des cibles est réalisé en béton,• des piézomètres sont implantés au niveau du pied de la verse puis, au fur et à mesure de l'avancée de la verse, aux altitudes 1800 m NGF et 1850 m NGF. Ce réseau de piézomètres est implanté de manière à permettre le suivi de la géométrie des niveaux d'eau à l'intérieur de la verse permettant ainsi de justifier les calculs de stabilité.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que le réseau de cibles et de piézomètres avait été complété. Le jour de l'inspection de nouveaux piézomètres étaient en cours d'installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Utilisation des explosifs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2020, article 2.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, plans de Tir
Prescription contrôlée : Les produits explosifs sont mis en œuvre suivant un plan de tir définissant pour chaque catégorie de chantier : <ul style="list-style-type: none">• la position, l'orientation, la longueur et le diamètre des trous de mines,• les conditions d'amorçage et la composition des charges d'explosif,• les caractéristiques du bourrage. Le plan de tir est élaboré et validé par une personne qualifiée désignée par l'exploitant, ayant reçu une formation spécifique. Les cas et les conditions dans lesquels le plan de tir peut être modifié sont définis par l'exploitant. L'exploitant doit être en mesure de communiquer, à tout instant, à l'inspection des installations classées, les plans de tirs des chantiers en activité ainsi que les comptes rendus des ratés, suite à la découverte de produits explosifs dans les déblais ou suite à des résultats anormaux de tir imputables aux produits explosifs. Ces comptes rendus précisent les opérations réalisées pour remédier à ces incidents et les résultats obtenus. L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a expliqué que les plans de tir étaient rédigés par 2 personnels du site ayant reçu une formation spécifique à l'école des mines d'Ales en avril 2021 (attestations présentées). L'exploitant a expliqué que les plans de tir étaient mis à jour en fonction des remarques formulées par le foreur, et a présenté le classeur regroupant l'historique des plans de tir. La consultation de cet historique par sondage a mis en exergue les remarques suivantes: <ul style="list-style-type: none">- les remarques du foreur n'apparaissent pas formellement. Le plan de tir consigné dans le classeur est celui édité après prise en compte des remarques mais ne permet pas de visualiser les remarques du foreur ce qui constitue une perte de connaissance en cas d'incident,- Les quantités d'explosifs utilisées sont indiquées en plusieurs endroits (quantité totale, quantité par trou) mais présentent parfois des incohérences avec des quantités totales utilisées nulles alors que les quantités par trou sont renseignées. Le registre des ratés de tir a été présenté. Les indications mentionnées sur l'origine du raté et la gestion de l'incident méritent d'être étoffées. L'exploitant apportera sous un délai de 3 mois les actions correctives nécessaires à la levée des remarques émises ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 90 jours

N° 4 : Stockage des déchets inertes et des terres non polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2020, article 2.3.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Verse Sud
Prescription contrôlée :

<p>Afin de vérifier la stabilité dans le temps de la verse sud, l'exploitant met en place les mesures suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • un dispositif de mesure des débits des drains de collecte des eaux de drainage. Ce dispositif comprend notamment un bac de réception avec déversoir inox, un capteur de pression et un enregistreur de données, • des cibles topographiques sont implantées sur la verse. Le maillage d'implantation des cibles correspondra à minima à des carrés de 150 mètres de large sur 30 mètres de hauteur. Le support des cibles est réalisé en béton, • des piézomètres sont implantés afin de permettre le suivi de la géométrie des niveaux d'eau à l'intérieur de la verse. Leur implantation est définie conformément à l'avis d'un expert géotechnicien émis dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté. • un enregistreur de débit est installé en sortie de la canalisation ARMCO afin de permettre l'acquisition automatique du débit d'exhaure.
<p>Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que le réseau de cible avait été complété.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : gestion des eaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2020, article 5.4.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Etude Hydraulique</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant réalise sous un délai de 2 ans à compter de la notification du présent arrêté une étude hydraulique générale visant à vérifier la capacité des bassins à collecter l'ensemble des eaux des bassins versant auxquels ils sont rattachés lors d'événement pluvieux de fréquence centennale. Cette étude permet également de définir les moyens d'optimisation des lagunes primaires et de gestion des bassins principaux. Cette étude est transmise à l'inspection des installations classées accompagnée d'un échéancier de réalisation des travaux le cas échéant sous un délai de 3 ans.</p>
<p>Constats : Lors de la visite, l'exploitant a expliqué avoir transmis à la préfecture l'étude Hydraulique accompagnée d'un échéancier prévoyant la réalisation des travaux prescrit par l'étude jusqu'à la fin de la campagne d'extraction 2026. Le coût estimé des travaux est de l'ordre de 3 000 000€. Pour la campagne 2023, les travaux prévus sont: - aménagement de la collecte des eaux de la zone du téléphérique, - essai de mise en œuvre de flocculant au niveau des fossés de la fosse d'extraction, - poursuite de l'aménagement des fossés de collecte afin de ralentir le ruissellement des eaux et favoriser sa décantation en amont des bassins.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté la poursuite des aménagements des fossés ainsi que la mise en place de cages de floculation. L'exploitant doit poursuivre la réalisation des travaux préconisés par l'étude hydraulique et doit tenir l'inspection informée des résultats des essais de floculation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>